

Conférence Episcopale Nationale du Cameroun

National Episcopal Conference of Cameroon

1 sur 9



Le Président

Code postal : B.P. : 1963 Adresse : 7624 Avenue Mgr Henri Vieter, Yaoundé 3
Tél.: 00 (237) 222 31 15 92/222 31 49 10 Fax: (237) 22 31 49 15 E-mail: cenc20042003@yahoo.ca
Pays : Cameroun Ville : Yaoundé – Mvolyé

48ème Année du Séminaire Annuel

MESSAGE DES ÉVÊQUES DU CAMEROUN

11 Janvier 2025

« *Confiance ! N'ayez pas peur ...* » (Mc 6, 50)

- ✓ Aux Prêtres, Personnes consacrées, Fidèles laïcs, à tous les autres croyants,
- ✓ Aux hommes politiques et à tous les hommes et femmes de bonne volonté

En rapport avec la situation socio-économique du Cameroun

Chers frères et sœurs,

1. Au début de cette Nouvelle Année, Année jubilaire 2025, que nous venons de recevoir de Dieu, nous, Archevêques et Évêques du Cameroun, vous présentons nos vœux de paix, de joie et de tout bien, depuis la ville historique de Buea. Du 4 au 11 courant, nous nous sommes réunis à l'occasion du 48^{ème} Séminaire Annuel de notre regroupement ecclésial : la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (CENC). Et nous rendons grâce à Dieu qui permet le retour progressif de la sécurité dans la ville de Buea. Nous osons espérer que des efforts s'intensifieront pour que la paix revienne dans toutes les Régions du Cameroun.

2. Comme le dit si bien le Concile Vatican II, « Les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes de ce temps, des pauvres surtout et de tous ceux qui souffrent, sont aussi les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des disciples du Christ » (*Gaudium et spes*, n° 1). Aussi en marge des travaux proprement dits de notre Séminaire Annuel, nous avons tenu, au nom de notre mission de sentinelle, à adresser ce message spécial à vous nos fidèles et aux hommes de bonne volonté ; un message d'espérance en cette Année sainte du Jubilé de l'espérance, face à la situation socio-économique particulièrement préoccupante de notre pays.

I. La force de l'espérance

3. Dans la Bulle d'indiction de l'Année jubilaire de l'Espérance que nous venions de commencer, le Pape François dit des paroles que nous pouvons appliquer à la situation de notre pays :

« Tout le monde espère, affirme-t-il, l'espérance est contenue dans le cœur de chaque personne comme un désir et une attente du bien, bien qu'en ne sachant pas de quoi demain sera fait. L'imprévisibilité de l'avenir suscite des sentiments parfois contradictoires : de la confiance à la peur, de la sérénité au découragement, de la certitude au doute. Nous rencontrons souvent des personnes découragées qui regardent l'avenir avec scepticisme et pessimisme, comme si rien ne pouvait leur apporter le bonheur » (*Spes non confundit*, n° 1).

4. Le titre de cette bulle papale provient des écrits de l'apôtre Paul, un disciple de Jésus qui a fait l'expérience de la contrariété et des souffrances extrêmes dans sa vie, mais qui a su conserver la joie qui provient de Jésus, sa joie et son espérance. Paul n'est pas prisonnier des circonstances ; il est tendu, plein d'espérance, vers un but. Il ne s'agit pas d'un bonheur passager que l'on peut ressentir dans certaines circonstances, non pas un plaisir fantaisiste qui va et vient au hasard des opportunités, mais d'une joie, qui ne pouvait qu'être un don de Dieu. Elle s'exprime en la confiance profonde que tout va bien, peu importe les circonstances, peu importe les difficultés, peu importe les problèmes. Il s'agit, en un mot, d'une joie que rien n'atteint, une joie produite par le Saint-Esprit en tous ceux qui s'abandonnent entièrement dans les mains de Dieu, dont il faut garder la Parole, au milieu des épreuves.

5. La conviction de l'apôtre Paul est qu'en Jésus, il n'y a pas de situation perdue ou désespérée : quiconque veut le salut de Dieu peut le trouver, à condition d'entendre l'appel à la conversion et de s'y engager pour entrer dans la joie du pardon. L'Espérance du jubilé ne devrait donc pas être un mot creux, mais une réalité qui se fonde en la possibilité de conversion de tout être humain. Dieu aime tous ses enfants et ne veut en perdre aucun, certes ; mais son appel à la conversion retentit pour chaque génération d'hommes et de femmes, et à tout instant de la vie. L'Église, à son tour, ne devrait désespérer d'aucune situation, bien entendu, mais elle ne saurait non plus se limiter à présenter uniquement la bonté de Dieu envers tous ; elle a le devoir, comme le Christ, d'appeler à la conversion, cause de joie profonde pour le Père du Ciel, qui se tient à la porte de l'espérance attendant patiemment pour fêter le retour de chacun de ses enfants. Notre souhait est que ce Jubilé soit l'occasion favorable pour chacun de nous citoyens camerounais de ranimer l'espérance.

II. Espérer contre toute espérance (Rm 4, 18)

6. Depuis quelques années, et de plus en plus ces derniers temps, les angoisses de la très grande majorité des Camerounais se sont transformées en cris de désespoir face à la misère qu'ils vivent et à la dégradation de notre beau pays, le Cameroun.

Nos consciences de pasteurs et de citoyens ne sauraient donc rester indifférentes à ces cris de détresse. Car du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest du Cameroun, nous sommes tous frères (Mt 23, 8), unis par ce beau jardin que nos aïeux ont cultivé et nous ont légué comme héritage. Nous nous reconnaissons donc réellement et intimement solidaires du peuple camerounais tout entier et de son avenir. Partageant ses soucis et ses peines, nous, vos Évêques, avons tenu d'échanger, d'un point de vue avant tout pastoral, sur les différents aspects de la situation générale qui prévaut dans notre pays. Comme par le passé, nous avons tenu à apporter notre contribution à la recherche des

voies qui aideront le pays à poursuivre résolument son envol vers les cimes de développement, gage du bien-être social des camerounais.

7. En 1990, nous avons adressé à tous nos compatriotes une lettre pastorale sur la crise économique de notre pays dans laquelle nous invitons chacun de nos concitoyens à un examen de conscience face à la situation « trop grave » de la crise économique que traversait alors notre pays. Nous demandions qu'un tel examen de conscience aboutisse à des « solutions rapides et radicales ». Parlant des causes internes de la crise, nous disions que « Les structures de péché qui ont perverti les relations économiques internationales ont également trouvé dans nos pays un terrain privilégié. Il est bien connu que c'est dans les guerres absurdes, dans les industries et le commerce des armes, dans le soutien des régimes d'oppression et d'injustice sociale, dans le gaspillage forcené de tyrans mégalomanes, dans la drogue, dans le détournement des fonds publics... que souvent, trop souvent, est gaspillé l'argent de notre endettement. De pseudo-investissements de prestige engloutissent en palais, en gratte-ciel inachevés, en projets bidons, des milliards et des milliards, vidant ainsi les caisses de l'État, en décuplant la misère et la misère de générations condamnées pour des dettes qu'elles n'ont point contractées. On se trouve ainsi devant une véritable industrie mondiale de la misère et de la mort, entretenue par ces structures de péché dont les ramifications s'étendent jusqu'au sein de notre société » (CENC, « Lettre pastorale des Évêques du Cameroun sur la crise économique dont souffre le pays », du 17 mai 1990, in *L'enseignement social des Évêques du Cameroun 1955-2005*, n° 11 p. 151).

8. Mais il est plus intéressant encore de rappeler ce que nous disions au sujet de la situation particulière du Cameroun : « Nous ne pouvons pas, nous ne devons pas ignorer l'heure de la crise, la misère, la faim, le dénuement, le chômage, et dans certaines zones rurales, un véritable désespoir, pèsent lourdement sur le destin non seulement du peuple en général, mais surtout des plus pauvres, des plus faibles, des plus démunis. Nous ne pouvons pas ne pas prêter l'oreille au peuple désemparé... Le poids de tant de questions sans réponse crée le mécontentement parmi le peuple. La haine y trouve un terrain privilégié. Des tensions provoquées et entretenues par des intérêts sans scrupule et souvent dissimulés, menacent la stabilité des Institutions Publiques, la cohésion sociale et la paix des familles ... » (Id. « Lettre pastorale des Évêques du Cameroun sur la crise économique dont souffre le pays » p. 156, nn. 13 et 14).

9. Nous en appelions alors aux pouvoirs publics pour que le peuple, dans son désarroi, sente toujours et partout le soutien de l'État. Ils devaient ainsi faire en sorte que les intérêts de la Nation et du bien-être de notre peuple soient prioritaires dans leurs actions. Nous invitons aussi chaque camerounais à un changement de vie, précisément à la conversion des cœurs et au changement radical des mentalités. Nous invitons tout autant le peuple camerounais en général et le peuple chrétien en particulier à savoir que « nous ne sommes pas des victimes de la crise ; nous en sommes aussi les causes et les agents » (Id. « Lettre pastorale des Évêques du Cameroun sur la crise économique dont souffre le pays » p. 157, n° 16).

10. Dans ladite Lettre pastorale comme dans nos messages précédents ou ultérieurs, nous disions toujours notre disponibilité à servir la société en conformité avec la mission particulière reçue de notre Seigneur Jésus. L'Église est la lumière du monde

et elle invite toujours à tourner notre regard vers Jésus Christ, Sauveur. Aussi n'avons-nous jamais eu de cesse de vous inviter tous à la conversion, à la réconciliation, à l'amour mutuel, à la pratique de la justice.

11. Malheureusement 35 ans après la sonnette d'alarme sur la crise économique, et 65 ans après l'accession de notre pays à l'indépendance, force est de constater que nous continuons de vivre dans le marasme économique et social, et l'incertitude de l'avenir.

12. Dans son discours prononcé le 31 décembre 2024, le Président de la République a abordé les enjeux sécuritaires, économiques, infrastructurels et de gouvernance ; il y a reconnu les frustrations liées à l'état des routes et des infrastructures urbaines, aux problèmes de manque d'eau potable, sans oublier ceux liés à l'énergie ; nous pourrions y ajouter ceux liés à la téléphonie en général.

13. Aussi, l'une des causes du malaise des camerounais est sans doute la pression fiscale qui augmente d'année en année au détriment des populations les plus vulnérables. Elle est perçue comme un ultime moyen pour asphyxier ceux des camerounais dont la faiblesse du pouvoir d'achat est criarde. Les impôts semblent n'exister que pour lesdites couches vulnérables de la société, tandis que les riches n'en seraient nullement inquiétés ; nous en voulons pour preuve la non application de l'article 66 de notre Loi fondamentale et de son texte d'application qu'est la Loi n° 003/2006 du 25 avril 2006, qui invitent tout camerounais qui accède à des responsabilités importantes pour le service de la nation à déclarer ses biens.

14. Nous nous demandons si un pays ne se construit que sur et par la fiscalité. Il est pourtant reconnu que le Cameroun est un « scandale » de bénédiction de par la richesse de ses forêts et de ses eaux, de son sol, de son sous-sol, etc. Par contre, on assiste à des pillages organisés de notre patrimoine économique ; nous pensons particulièrement au bradage et à l'aliénation des concessions minières et agricoles qui s'effectuent par des accords signés ici et là de manière très discutable.

15. Le Chef de l'État a reconnu que le malaise des camerounais provient également de la mal gouvernance et donc de la mauvaise gestion de la chose publique ; il a par exemple cité le cas des routes et des infrastructures urbaines. Comment expliquer que l'année 2024 s'est achevée avec seulement 446 km de routes bitumées et 228 km de réhabilités ! En d'autres termes, si le budget voté chaque année pour les infrastructures routières était judicieusement utilisé à cette fin, il y a belle lurette que le Cameroun ne souffrirait plus tant de ce problème.

Quand le Chef de l'État en appelle à la grande mobilisation pour faire face aux défis persistants, il nous semble que le plus grand de tous ces défis est la corruption avec ses corollaires de détournements et de manque de transparence.

16. En l'an 2000, nous déplorions le fait que « Notre pays semble de fait installé dans la corruption. Chacun de nous semble obligé de corrompre ou d'être corrompu. Nous sommes comme obligés de vivre avec la corruption, de l'accepter dans notre existence quotidienne, et ainsi nous ne faisons que la renforcer sans cesse. Il semblerait

que nous ne puissions rien faire pour nous en débarrasser » (CENC « Lettre pastorale des Évêques du Cameroun aux Chrétiens et à tous les hommes de bonne volonté sur la corruption » du 3 septembre 2000, in *L'enseignement social des Évêques du Cameroun 1955-2005*, n° 8, p. 216).

17. Des deniers publics détournés ne peuvent que freiner considérablement la marche vers le développement du pays tout en empêchant que tout camerounais puisse avoir le minimum vital. Or il n'y a pas de paix sans développement, nous dit le Pape Paul VI (cf. Encyclique *Populorum Progressio* de 1967, n° 76). Le devoir des pouvoirs publics est celui de promouvoir le développement intégral de notre peuple. Il y a certes, quelques progrès à féliciter dans la mise en place des infrastructures de base, mais notre pays est encore loin des objectifs de développement durable. Comment expliquer que 65 ans après l'indépendance notre développement ne puisse pas garantir les biens élémentaires de l'homme : droit à l'alimentation, droit à l'éducation, droit aux soins de santé de qualité, droit à la justice, droit à la vie tout court ? Le camerounais ressent un malaise réel parce qu'il lui manque le nécessaire pour vivre ; il suffit de voir le niveau de vie dans la plupart des familles dans nos villes et villages ; il laisse simplement à désirer. C'est une lapalissade que la pauvreté est grandissante dans notre pays ; beaucoup de nos concitoyens vivent dans la précarité de manière dramatique, et dans des conditions indignes et déplorables.

18. Le chômage des jeunes semble sans issue, même celui des diplômés, d'où l'exode massif hors de leur pays à la recherche d'un avenir meilleur !

19. La crise dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest est en train d'être contenue, certes, mais elle demeure toujours et continue à causer de pertes en vie humaine. La Région du Nord-Ouest en particulier où la reconstruction a commencé, la violence se poursuit ; avec des groupes de « guérilleros » qui sèment la pluie et le beau temps, mettant même parfois en déroute les forces militaires. Nous pensons à la nouvelle opération « ghost town » à observer désormais, même les samedis !

20. Voilà 7 années que la situation de violence perdure dans le Sud-Ouest et le Nord-Ouest ; Serait-ce que ceux qui font la guerre s'enrichissent de manière scandaleuse et souhaitent que la guerre ne prenne jamais fin ? Pourtant il est visible que comme pour tout conflit, la guerre du NOSO est ruineuse et destructrice pour notre pays. Elle continue à engendrer des divisions et des rancœurs, des haines et des règlements de comptes. Ne serait-il pas temps pour la classe politique de s'asseoir dans l'humilité et de dialoguer sereinement en pensant à sa responsabilité de conduire notre peuple, notre pays vers le bonheur qui passe par la justice, le pardon et la réconciliation ? La vraie paix n'est pas celle des cimetières, mais celle qui passe par la réconciliation. L'Église proclame l'évangile de la paix (Ep 6, 15) et invite ainsi ses fils et ses filles au dialogue comme contribution à la paix (Cf. *Evangelii gaudium*, n° 239)

III. Appels

21. À l'aube de l'année 2025, année du Jubilé de l'Espérance, année sainte, considérant les attentes de notre peuple, les analyses et les orientations officielles de notre pays, au nom de notre conscience nationale et du bien commun, nous appelons

l'État et toutes les forces vives de la nation à s'engager à œuvrer efficacement à la concrétisation des objectifs de croissance si bien appréciés dans notre pays :

- Que tous les camerounais en charge de la gestion de la chose publique, en conscience, s'engagent à promouvoir ou à faire promouvoir la disponibilité des services publics, la promotion de l'emploi surtout des jeunes, la croissance économique pour la lutte contre la paupérisation angoissante et scandaleuse des masses et les inégalités sociales ;
- À mettre fin au bradage foncier ;
- À ce que le Cameroun ne soit plus transformé en un marché permanent pour l'exploitation à moindres frais de certaines de ses richesses naturelles ;
- La promotion de l'éducation et de la formation professionnelle et le soutien des entreprises ;
- Il faut aussi assurer l'amélioration des infrastructures publiques, la promotion de la sécurité et de la Justice des populations ;
- La lutte contre la corruption et la criminalité ;
- Que les concours pour accéder aux grandes écoles suivent les critères de méritocratie ;
- La préservation de l'environnement ;
- Il est évident que l'exécution responsable et transparente du budget national s'impose pour l'amélioration des conditions de vie des populations qui ont droit à un compte-rendu ; il y va aussi de la crédibilité des institutions publiques ;
- Nous saluons la volonté constamment manifestée de sanctionner les auteurs de détournement des deniers publics ; dans des cas où cela serait effectif, nous demandons que l'argent injustement arraché aux camerounais soit restitué au trésor public ;
- Par ailleurs que les personnes chargées de recouvrement des créances ne soient plus sous la menace de quelque intimidation que ce soit. Nous disions déjà en l'an 2000 que « la corruption et le vol généralisé des deniers publics dans l'impunité étaient les principales causes de la crise » (« Lettre pastorale des Évêques du Cameroun sur la crise économique dont souffre le pays », n° 18).

Nous en appelons à la conscience de chaque camerounais et au sens de responsabilité de tous par rapport à l'hygiène et à la salubrité.

22. Par ailleurs, nous réitérons avec force notre engagement à travailler ensemble pour la promotion de la dignité humaine, de la fraternité et de la solidarité entre tous les camerounais, sans oublier les principes éthiques du bien commun et de la subsidiarité. Ces principes de la doctrine sociale de l'Église sont des valeurs que nous devons nous efforcer à placer au cœur de notre vie et de notre cohabitation. Aussi invitons-nous à un exercice responsable de nos droits et libertés fondamentaux. La liberté d'expression, par exemple, est un droit fondamental de toute personne humaine, mais un droit qui comporte aussi le devoir du respect des droits et des libertés des autres.

23. Les moyens de communication sont une grande avancée technologique. Il faudrait plutôt les utiliser avec un grand sens de responsabilité. Ils existent pour que nous aidions le peuple camerounais à s'informer et à se former ; ils sont au service de la vérité et non des idéologies. Le Pape François affirme à ce sujet « qu'il est facile de

céder à la tentation...d'alimenter les flammes de la défiance, de la peur, de la haine. Il faut, au contraire du courage pour orienter les personnes dans des processus de réconciliation ; et c'est justement cette audace positive et créative qui offre de vraies solutions à de vieux conflits et l'occasion de réaliser une paix durable » (Pape François, *Message à l'occasion de la 50ème journée mondiale de la communication*). Que les hommes et les femmes des média soient donc compétents ; se distinguant par leur savoir-faire et la qualité des informations qu'ils diffusent, ainsi que par leur résistance aux pressions contraires à leur déontologie.

24. Il nous faut particulièrement nous méfier de tous ceux et celles de nos concitoyens ou d'ailleurs qui sont cause de dissensions et de scandales ; de ceux qui, par le mensonge tiennent le peuple en otage, le plongeant dans le règne des ténèbres, de la haine, de la violence et de la mort. Puisque nous sommes tous frères, il nous faut tout autant éviter de céder à l'idéologie ethnocentrique avec ses tendances à l'exclusion et à la domination.

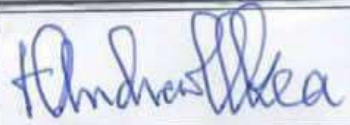
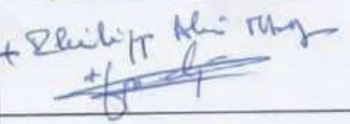



Conclusion

25. La situation socio-économique actuelle de notre pays, si dramatique qu'elle soit, ne doit pas nous laisser aller au découragement, car Dieu est avec nous. Et puisqu'il est avec nous, rien ne sera contre nous. Nous vous exhortons à la confiance dans un avenir plus heureux et prospère de notre pays, reposant sur des structures et institutions sociales, économiques et politiques adéquates. Pour y parvenir, nous en appelons à notre responsabilité individuelle et collective. Le Cameroun nous a été légué par nos aïeux pour que nous le rendions prospère. C'est le devoir de nous tous. Acceptons résolument de nous convertir et de changer surtout nos mentalités et Dieu fera le reste.

Que Dieu, par l'intercession de la Vierge Marie, Reine des Apôtres, Reine de la Paix, et Patronne de notre pays, veille sur chaque citoyen et nous accorde à tous, les dons de la fraternité véritable et de l'amour pour notre maison commune.

Donné à Buea, le 11 janvier 2025.

Les Évêques du Cameroun.

1.	S. E. Mgr. Andrew NKEA FUANYA	Archevêque de BAMENDA, Président de la CENC	
2.	S. E. Mgr. Philippe Alain MBARGA	Évêque d'EBOLOWA, Vice-président de la CENC	+ Philippe Alain Mbarga 
3.	S. E. Mgr Samuel KLEDA	Archevêque de DOUALA	
4.	S. E. Mgr. Abraham KOMÉ	Évêque de BAFANG	+ Abraham Kome 
5.	S. E. Mgr. Agapitus NFON	Évêque de KUMBA	+ Agapitus Nfon 

6.	S. E. Mgr. Aloysius ABANGALO FONDONG	Évêque de MAMFE	
7.	S. E. Mgr. Barthélemy YAOUDA	Évêque de YAGOUA	
8.	S. E. Mgr. Bruno ATEBA EDO	Évêque de MAROUA-MOKOLO	+ Bruno Ateba Edo 
9.	S. E. Mgr. Christophe ZOA	Évêque de SANGMÉLIMA	+ Christophe Zoa 
10.	S. E. Mgr. Damase ZINGA ATANGANA	Évêque de KRIBI	+ Damase Zinga Atangana 
11.	S. E. Mgr. Dieudonné Espoir ATANGANA	Évêque de NKONGSAMBA	+ Dieudonné Espoir Atangana 
12.	S. E. Mgr. Emmanuel ABBO	Évêque de NGAOUNDERE	
13.	S. E. Mgr. Emmanuel DASSI YOUFANG	Évêque de BAFIA	